

PROJET DE POSTES DE TIR NAVAL TÉLÉCOMMANDÉS

DEMANDE DE PROPOSITIONS

DEMANDE DE SOUMISSIONS : W8472-125389/C

VOLUME 1

INSTRUCTIONS ET EXIGENCES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1 INTRODUCTION	4
1.2 SOMMAIRE	4
1.3 COMPTE RENDU	6
1.4 FAIRNESS MONITOR	6
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	7
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	7
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	8
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	8
2.4 LOIS APPLICABLES	8
2.5 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AU BESOIN PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	8
2.6 TROUSSE DE DONNÉES TECHNIQUES.....	9
2.7 CONDITION DU MATÉRIEL	9
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	10
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	10
3.2 EXIGENCES RELATIVES À LA PROPOSITION DU SOUMISSIONNAIRE, PARTIE A – ACQUISITION DE PTNT ET RÉPARATION ET RÉVISION DE PTNT	11
3.3 EXIGENCES RELATIVES À LA PROPOSITION DU SOUMISSIONNAIRE, PARTIE B – RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES ET PROPOSITION DE VALEUR DÉCOULANT DES PTNT	14
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	15
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	15
4.2 APERÇU DE L'ÉVALUATION	15
4.3 MÉTHODE DE SÉLECTION	15
PARTIE 5 – ATTESTATIONS	16
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	16
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	17
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	19
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	19
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE	20
6.3 EXIGENCES RELATIVES AUX MARCHANDISES CONTRÔLÉES	22
Annex A	NRWS Evaluation Procedures and Basis of Selection
Annex A Appendix 1	Financial Calculation
Annex B	PWGSC-TPSGC 450
Annex C	FEDERAL CONTRACTORS PROGRAM FOR EMPLOYMENT EQUITY – CERTIFICATION
Annex D	Bid Evaluation Plan - Naval Remote Weapon Station System
Annex D Appendix 1	Compliance Matrix - Naval Remote Weapon Station System
Annex E	Industrial and Technological Benefits (ITB) Value proposition Evaluation Bidder Instructions

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W8472-125389/C

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W8472-125389/C

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

101qfW8472-125389

Id de l'acheteur - Buyer ID

101qf

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Annex F Industrial and Technological Benefits (ITB) Value Proposition Evaluation Plan

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient trois (3) volumes, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

1.1.1 Volume 1 de la demande de propositions – INSTRUCTIONS ET EXIGENCES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir; et
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre.

1.1.2 Volume 2 de la demande de propositions – CONTRAT SUBSÉQUENT D'ACQUISITION DE POSTES DE TIR NAVAL TÉLÉCOMMANDÉS

Clauses du contrat subséquent d'acquisition de postes de tir naval télécommandés : Comprend les clauses et les conditions qui s'appliqueront au contrat subséquent d'acquisition de postes de tir naval télécommandés.

1.1.3 Volume 3 de la demande de propositions – CONTRAT SUBSÉQUENT DE RÉPARATION ET DE RÉVISION DE POSTES DE TIR NAVAL TÉLÉCOMMANDÉS

Clauses du contrat subséquent de réparation et de révision de postes de tir naval télécommandés : Comprend les clauses et les conditions qui s'appliqueront au contrat subséquent de réparation et de révision de postes de tir naval télécommandés.

1.2 Sommaire

1.2.1 Le Ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin de postes de tir naval télécommandés (PTNT). On prévoit l'attribution de contrats d'acquisition et de réparation et de révision à un seul entrepreneur retenu dans le cadre de la présente demande de soumissions. **The scope is detailed in Volume 2, NRWS Acquisition Resulting Contract, and Volume 3, NRWS Repair and Overhaul Resulting Contract. The following represents a high-level view of the requirements:**

- 1) Portée du contrat d'acquisition :

L'entrepreneur serait tenu de fournir ce qui suit :

- a) 40 PTNT conçus, construits, livrés, installés, mis en marche et testés sur réception à bord de 12 navires de la classe HALIFAX;
- b) 8 PTNT testés sur réception au moyen d'un essai de réception en usine, entreposés, entretenus et livrés au Canada pour les **Queenston Class Ship**;
- c) 8 optionnel PTNT conçus, construits, livrés, installés, mis en marche et testés;
- d) **two (2) Training Facilities NRWS to be designed, built, FAT, delivered, Installed and STW, in two (2) training facilities;**
- e) une formation des membres du cadre initial d'instructeurs (FMCII) et un approvisionnement initial;
- f) tous les produits livrables connexes, y compris les documents, le matériel et les services.

2) Réparation et révision Portée :

L'entrepreneur serait tenu de fournir ce qui suit :

- a) Tous les niveaux de maintenance corrective pour nrws, sous-systèmes et composants;
- b) Les pièces de rechange disposition pour soutenir l'équipement nrws R & O au long de sa durée de vie et pièces de rechange pour les Forces canadiennes Système d'approvisionnement (SAFC) pour répondre à des tâches;
- c) Fournir l'enquête technique et des études d'ingénieur (TIES) Services sur nrws, sous-systèmes, les opérations, les concepts, et d'autres équipements RCN applicable;
- d) Fournir représentant détaché pour répondre à des tâches; et
- e) Fournir des services de gestion de projet.

1.2.2 Les périodes des contrats d'acquisition et de réparation et de révision sont définies dans le Volume 2, Contrat subséquent d'acquisition de postes de tir naval télécommandés, et dans le Volume 3, Contrat subséquent de réparation et de révision de postes de tir naval télécommandés.

1.2.3 Le Canada souhaite que l'entrepreneur retenu lui procure des retombées industrielles et technologiques, notamment une proposition de valeur liée aux exigences en matière d'acquisition, et de réparation et de révision de postes de tir naval télécommandés, en vue d'optimiser les activités commerciales du secteur industriel canadien. **For the Repair and Overhaul Contract, Canada will only consider proposed Value Propositions on firm work at the time of contract award.**

1.2.4 La présente demande de propositions comporte des exigences en matière de sécurité. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la Partie 6 du Volume 1 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, ainsi que les clauses des contrats subséquents aux volumes 2 et 3. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de

sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

- 1.2.5 Conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2003 des dispositions relatives à l'intégrité, les soumissionnaires doivent fournir une liste de tous les propriétaires et(ou) administrateurs et tout autre documentation connexe, au besoin.
- 1.2.6 Ce besoin est assujéti au Programme des marchandises contrôlées. La Loi sur la production de défense définit les marchandises contrôlées comme certains biens matériels figurant sur la Liste des marchandises d'exportation contrôlée, un règlement pris en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI).
- 1.2.7 Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez vous référer à la Partie 5 – Attestations, and Annex C of Volume 1, titled *Federal Contractors Program for Employment Equity - Certification*.
- 1.2.8 Ce besoin est assujéti à l'Accord sur le commerce intérieur.
- 1.2.9 **There is a MANDATORY site visit associated with this requirement where a personnel security screening is required prior to gaining access to the site. Consult Part 2 – Bidder Instructions."**

1.3 **Compte rendu**

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 **Fairness Monitor**

Bidders are advised that Canada has retained the services of a Fairness Monitor from Hallux Consulting Inc. for the entire NRWS procurement process.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2015-07-03) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

- 2.1.1 Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 365 jours

2.1.2 Mandatory Site Visit

It is **MANDATORY** that the Bidder or a representative of the Bidder visit the work site. Arrangements have been made for the site visit to be held at Canadian Forces base (CFB) Halifax. Each bidder will have the opportunity to visit NRWS installation locations on a Halifax Class Ship for a period of no more than four (4) hours on a date between September 1st to September 4th 2015. Bidders will be scheduled for their four (4) hour ship visit on a first come first serve basis. A maximum of four (4) representatives for each bidder will be permitted to attend. There will be two (2) ship visits per day, with the first visit being held from 0800h to 1200h Atlantic Daylight Time (ADT), and the second visit being held from 1300h to 1700h ADT. Should participation levels exceed the current schedule; arrangements will be made to accommodate all attendees such as the possibility of including a second Halifax Class Ship.

A Request for Visit (RFV) clearance is required prior to gaining authorized access to CFB Halifax. Bidders shall communicate with the Contracting Authority no later than August 12th 2015 at 1400h Eastern Daylight Time, to confirm their attendance and request the RFV form and process Instructions. The Contracting Authority will provide the site visit details to all participants prior to the site visit.

The Bidder's Company Security Officer (CSO) shall ensure that their representatives hold a valid security clearance at the required level for the site visit. Failure to comply with the security requirements will result in the representative(s) being denied access to the site.

Bidders will be required to sign an attendance sheet at the site visit. Bidders should confirm in their bid that they have attended the site visit. Bidders who do not attend the mandatory site visit or do not send a representative will not be given an alternative appointment and their bid will be

declared non-responsive. Any clarifications or changes to the bid solicitation resulting from the site visit will be included as an amendment to the bid solicitation.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins quinze (15) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard vingt (20) **calendar** jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.6 Trousse de données techniques

During the solicitation period, DND publications that are referenced and are not commercially available can be issued to Bidders under separate cover upon request from the Bidder. It is imperative that the Bidder's request for bid solicitation documentation be made as soon as possible to ensure timely receipt of the associated publications. Bidders are required to submit their request to the Contracting Authority:

Michael Rancourt
Public Works and Government Services Canada (PWGSC)
Defence and Major Projects Sector (DMPS)
Electronics, Simulators, and Defence Systems Division (QF)
11 Laurier Street, Place du Portage, Phase III, 8C2-8
Gatineau, QC, K1A 0S5
Tel: 819-956-3930
michael.rancourt@tpsgc-pwgsc.gc.ca

2.7 Condition du matériel

Le matériel fourni doit être neuf et conforme à la plus récente version du dessin, de la spécification et(ou) du numéro de pièce pertinent, en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- 3.1.1 Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

PARTIE A : NRWS Acquisition and Repair and Overhaul Bid Section

Section I : Proposition technique

Cinq (5) copies papier et cinq (5) copies électroniques sur CD ou clé USB

Section II : Soumission de gestion

Cinq (5) copies papier et cinq (5) copies électroniques sur CD ou clé USB

Section III : Proposition financière

Un (1) copie papier et une (1) copie sur CD ou clé USB

Section IV : Attestations

Un (1) copie papier et une (1) copie sur CD ou clé USB

Section V : Renseignements supplémentaires

Un (1) copie papier et une (1) copie sur CD ou clé USB

PARTIE B : NRWS Industrial and Technological Benefits and Value Proposition Bid Section

The Bidder is requested to submit the following sections Acquisition and Repair and Overhaul Value Proposition under a single proposal.

Section I: Business Plan

Seven (7) hard copies and five (1) soft copy on CD

Section II: ITB Management Plan

Seven (7) hard copies and five (1) soft copy on CD

Section III: Regional Development Plan

Seven (7) hard copies and one (1) soft copy on CD

Section IV: Small and Medium Business Plan

Seven (7) hard copies and one (1) soft copy on CD

Section V: Transactions and Commitments

Seven (7) hard copies and one (1) soft copy on CD

- 3.1.2 En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

- 3.1.3 Pour faciliter son évaluation des soumissions présentées, le Canada demande que les soumissionnaires ne fassent pas de « références croisées » entre les parties A et B et que les

renseignements soient fournis tels qu'ils sont demandés dans chacune des parties, même si cela entraîne une répétition.

3.1.4 Prices must only appear in Part A - Section III financial bid, and Part B - Industrial and Technological Benefits and Value Proposition Bid Section. Prices must not be indicated in any other Bid Sections.

3.1.5 Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) **where possible**, utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) **where possible**, utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

3.2 Exigences relatives à la proposition du soumissionnaire, Partie A – Acquisition de PTNT et Réparation et révision de PTNT

3.2.1 Section I : Proposition technique

- a) In their technical bid, bidders should demonstrate their understanding of the requirements contained in the bid solicitation and explain how they will meet these requirements. Bidders should demonstrate their capability and describe their approach in a thorough, concise and clear manner for carrying out the work.
- b) The technical bid should address clearly and in sufficient depth the points that are subject to the evaluation criteria against which the bid will be evaluated. Simply repeating the statement contained in the bid solicitation is not sufficient. In order to facilitate the evaluation of the bid, Canada requests that bidders address and present topics in the order of the evaluation criteria under the same headings. To avoid duplication, bidders may refer to different sections of their bids by identifying the specific paragraph and page number where the subject topic has already been addressed.
- c) Les soumissionnaires doivent démontrer leur conformité aux sections suivantes de la demande de soumissions en fournissant de l'information substantielle complète et détaillée qui décrit la façon dont l'exigence est respectée et traitée. Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, un document indiquant clairement à quel endroit se trouve l'information substantielle pour chacune des sections ci-dessous:

- Volume 1, Annex D Table 6: Point-Rated NRWS Project Requirements - Area 5, TSOR Requirements;
- Volume 1, Annex D Table 7: Point-Rated NRWS Project Requirements - Area 6, Embedded Trainer Specification Requirements;
- Volume 1 Appendix 1 to Annex D Table 2: Mandatory NRWS Project TSOR Requirements; and
- Volume 1 Appendix 1 to Annex D Table 3: Mandatory Computer Based Trainer Specification Requirements.

3.2.2 Section II : Soumission de gestion

- a) In their management bid, bidders must describe their capability and experience.
- b) The management bid should address clearly and in sufficient depth the points that are subject to the evaluation criteria against which the bid will be evaluated. Simply repeating the statement contained in the bid solicitation is not sufficient. In order to facilitate the evaluation of the bid, Canada requests that bidders address and present topics in the order of the evaluation criteria under the same headings. To avoid duplication, bidders may refer to different sections of their bids by identifying the specific paragraph and page number where the subject topic has already been addressed.
- c) Les soumissionnaires doivent démontrer leur conformité aux sections suivantes de la demande de soumissions en fournissant de l'information substantielle complète et détaillée qui décrit la façon dont l'exigence est respectée et traitée. Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, un document indiquant clairement à quel endroit se trouve l'information substantielle pour chacune des sections ci-dessous:
 - Volume 1 Annex D, Table 1: Mandatory NRWS Project Bid Requirements;
 - Volume 1 Annex D, Table 2: Point-Rated NRWS Project Requirements – Area 1 Bidder Experience;
 - Volume 1 Annex D, Table 3: Point-Rated NRWS Project Requirements - Area 2, SOW Section 3.0, Project Management;
 - Volume 1 Annex D, Table 4: Point-Rated NRWS Project Requirements - Area 3, SOW Section 4.0, System Engineering;
 - Volume 1 Annex D, Table 5: Point-Rated NRWS Project Requirements - Area 4, SOW Section 5.0, Integrated Logistic Support; and
 - Volume 1 Appendix 1 to Annex D, Table 1: Mandatory NRWS Project SOW Requirements.

3.2.3 Section III : Soumission financière

- a) Bidders must submit their financial bid in accordance with the entire solicitation.

b) Bidders must submit their pricing using the format in Volume 2 – NRWS Acquisition Resulting Contract Schedule A, NRWS Acquisition Pricing, and Volume 3 – NRWS Repair and Overhaul Resulting Contract, Schedule A, Repair and Overhaul Pricing.

c) Fluctuation du taux de change – Atténuation des risques

- i) Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change. Si le soumissionnaire demande un rajustement du taux de change, cette demande doit être clairement indiquée dans la soumission au moment de sa présentation. Le soumissionnaire doit présenter le Volume 1, [Annex B PWGSC-TPSGC 450](#), Demande de rajustement du taux de change, avec sa soumission, et indiquer le montant en monnaie étrangère en dollars canadiens pour chaque article pour lequel un rajustement du taux de change est demandé.
- ii) Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres coûts payés par le soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.
- iii) Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution).
- iv) Au moment de la soumission, le soumissionnaire doit remplir les colonnes (1) à (4) du Volume 1, [Annex B PWGSC-TPSGC 450](#) pour chaque article pour lequel il veut se prévaloir de la disposition relative à la fluctuation du taux de change. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les valeurs indiquées dans la colonne (3) devraient aussi être en dollars canadiens, afin que le montant du rajustement soit présenté dans la même devise que le paiement.
- v) Aux fins de la présente disposition relative à la fluctuation du taux de change, les autres taux ou calculs proposés par le soumissionnaire ne seront pas acceptés.

3.2.4 Section IV : Attestations

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations conformément à la Partie 5 – Attestations du Volume 1 – Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires.

3.2.5 Section V : Renseignements supplémentaires

Sites ou lieux proposés par le soumissionnaire nécessitant des mesures de protection pour le Volume 2 – Contrat subséquent d'acquisition de postes de tir naval télécommandés et du Volume 3 – Contrat subséquent de réparation et de révision de postes de tir naval télécommandés.

- a) Tel qu'indiqué à la Partie 6 sous Exigences relatives à la sécurité, le soumissionnaire doit fournir les l'adresse complète de ses installations et celles des individus proposés renseignements demandés ci-dessous, sur les installations proposées, pour lesquelles des mesures de sauvegarde protection sont nécessaires à la réalisation des travaux :

Adresse : N° civique / nom de la rue, unité / N° de bureauxuite / d'appartement
Ville, province, territoire / État

Code postal / code zip Pays 3.1.X.2

- b) L'agent de sécurité d'entreprise (ASE) doit s'assurer, par l'entremise du Programme de sécurité industrielle (PSI) que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé, tel que décrit à la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences.

3.3 Exigences relatives à la proposition du soumissionnaire, Partie B – Retombées industrielles et technologiques et proposition de valeur découlant des PTNT

- a) In their Industrial and Technological Benefits and Value Proposition Bid, bidders should demonstrate their understanding of the requirements contained in the bid solicitation and explain how they will meet these requirements. Bidders should demonstrate their capability and describe their approach in a thorough, concise and clear manner for carrying out the work.
- b) The Industrial and Technological Benefits and Value Proposition bid should address clearly and in sufficient depth the points that are subject to the evaluation criteria against which the bid will be evaluated. Simply repeating the statement contained in the bid solicitation is not sufficient. In order to facilitate the evaluation of the bid, Canada requests that bidders address and present topics in the order of the evaluation criteria under the same headings. To avoid duplication, bidders may refer to different sections of their bids by identifying the specific paragraph and page number where the subject topic has already been addressed.
- c) Les soumissionnaires doivent démontrer leur conformité aux sections suivantes de la demande de soumissions en fournissant de l'information substantielle complète et détaillée qui décrit la façon dont l'exigence est respectée et traitée. Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, un document indiquant clairement à quel endroit se trouve l'information substantielle pour chacune des sections ci-dessous:
- Volume 1 Annex F, Industrial and Technological Benefits (ITB) Value proposition Evaluation Plan, Article 2 – ITB MANDATORY REQUIREMENTS;
 - Volume 1 Annex F, Industrial and Technological Benefits (ITB) Value proposition Evaluation Plan, Article 3 – MINIMUM ASSESSMENT VALUES; and
 - Volume 1 Annex F, Industrial and Technological Benefits (ITB) Value proposition Evaluation Plan, Article 4 – RATED EVALUATION.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

a) Bids will be assessed in accordance with the entire requirement of the bid solicitation, including PART A: NRWS Acquisition and Repair and Overhaul Bid Section, and PART B: NRWS Industrial and Technological Benefits and Value Proposition Bid Section.

b) Une équipe composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.2 Aperçu de l'évaluation

Le Canada mène un processus d'évaluation des soumissions en deux étapes pour cette exigence. Pour de plus amples détails concernant le processus en deux étapes, veuillez consulter le Volume 1 – Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires, Annexe A – Procédures d'évaluation et méthode de sélection.

4.2.1 Évaluation technique et évaluation de gestion

Les critères d'évaluation technique et de gestion obligatoires et cotés sont inclus dans l'Annexe D, Plan d'évaluation des soumissions.

4.2.2 Évaluation des retombées industrielles et technologiques et de la proposition de valeur

Les critères d'évaluation des retombées industrielles et technologiques et de la proposition de valeur sont inclus dans l'Annexe F Retombées industrielles et technologiques (RIT) Plan d'évaluation pour la proposition de valeur

4.2.3 Évaluation financière

a) The price of the bid will be evaluated in accordance with the Resulting Contract Clauses of Volume 2 and Volume 3, in Canadian dollars, Applicable Taxes extra.

b) Bids submitted in foreign currency will be converted to Canadian currency for evaluation purposes. The rate given by the Bank of Canada in effect on the bid solicitation closing date will be applied as a conversion factor to the bids submitted in foreign currency.

c) Pour de plus amples détails concernant l'évaluation financière, veuillez consulter le Volume 1 – Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires, Annexe A – Procédures d'évaluation et méthode de sélection.

4.3 Méthode de sélection

Pour ce besoin, la méthode de sélection retenue est celle de la « proposition recevable présentant le meilleur rapport qualité-prix pour le Canada ».

La méthodologie et l'application de la méthode axée sur le meilleur rapport qualité-prix sont décrites au Volume 1 – Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires, Annexe A – Procédures d'évaluation et méthode de sélection.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le Formulaire de déclaration dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

Nom (en caractères d'imprimerie) _____ Signature _____

Date _____

5.1.3 Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

Nom (en caractères d'imprimerie) Signature

Date

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

(http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante **Volume 1 Annex C, titled Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation** remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe C Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Certification relative au soudage **for Installation** - soumission

1. Le soudage doit être effectué par un soudeur approuvé par le Bureau canadien du soudage selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) :
 - a) CSA W47.1-09 (R2014), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier (**division level 2**); et
 - b) CSA W47.2-11, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium (**division level 2**);
2. Avant l'attribution du contrat et dans les **ten (10) calendar days** jours civils suivant la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire retenu doit montrer qu'il possède la reconnaissance de sa qualification en matière de soudage.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- 1) À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées :

Pour le Volume 2 – Contrat subséquent d'acquisition de postes de tir naval télécommandés de la demande de propositions :

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable comme il est indiqué au Volume 2 – Contrat subséquent d'acquisition de postes de tir naval télécommandés, Annexe A, Liste de vérification des exigences en matière de sécurité;
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité comme indiqué au Volume 2 – Contrat subséquent d'acquisition de postes de tir naval télécommandés, Annexe A, Liste de vérification des exigences en matière de sécurité;
- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
- d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées au Volume 2 – Contrat subséquent d'acquisition de postes de tir naval télécommandés, Annexe A, Liste de vérification des exigences en matière de sécurité ;
- e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse du ou des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, tel qu'indiqué à la Partie 3 – section V, Renseignements supplémentaires.

Pour le Volume 3 – Contrat subséquent de réparation et de révision de postes de tir naval télécommandés de la demande de propositions :

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable comme indiqué au Volume 3 – Contrat subséquent de réparation et de révision de postes de tir naval télécommandés de la demande de propositions, Annexe A, Liste de vérification des exigences en matière de sécurité;
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité comme indiqué au Volume 3 – Contrat subséquent de réparation et de révision de postes de tir naval télécommandés de la demande de propositions, Annexe A, Liste de vérification des exigences en matière de sécurité;

- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
 - d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées au Volume 3 – Contrat subséquent de réparation et de révision de postes de tir naval télécommandés de la demande de propositions, Annexe A, Liste de vérification des exigences en matière de sécurité;
 - e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse du ou des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, tel qu'indiqué à la Partie 3 – section V Renseignements supplémentaires.
- 2) Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle(PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

6.2 Capacité financière

- 1) Exigences en matière de capacité financière : Le soumissionnaire doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin. Afin d'évaluer la capacité financière du soumissionnaire, l'autorité contractante pourra, dans un avis écrit à l'intention du soumissionnaire, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers dont il est question ci-dessous durant l'évaluation des soumissions. Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante les renseignements suivants dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'une demande de l'autorité contractante ou dans un délai précisé par l'autorité contractante dans l'avis.
- a) Les états financiers vérifiés ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, les états financiers non vérifiés (préparés par la firme de comptabilité externe du soumissionnaire, s'il y a lieu, ou encore préparés à l'interne si aucun état financier n'a été préparé par un tiers) pour les trois derniers exercices financiers du soumissionnaire ou, si l'entreprise est en opérations depuis moins de trois ans, pour toute la période en question (incluant au minimum le bilan, l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats et les notes afférentes aux états financiers).
 - b) Si les états financiers mentionnés au paragraphe 1.a) datent de plus de cinq mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande l'information, le soumissionnaire doit également fournir, à moins que ce soit interdit par une loi dans le cas des sociétés ouvertes au public, les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice), datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
 - c) Si le soumissionnaire n'exerce pas ses activités depuis au moins un exercice complet, il doit fournir les renseignements suivants :
 - i) le bilan d'ouverture en date de début des activités (dans le cas d'une corporation, un bilan à la date de la constitution de la société);

-
- ii) les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice) datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- d) Une attestation de la part du directeur financier ou d'un signataire autorisé du soumissionnaire stipulant que les renseignements financiers fournis sont exacts et complets.
- e) Une lettre de confirmation émise par toutes les institutions financières ayant fourni du financement à court terme au soumissionnaire. Cette lettre doit faire état du montant total des marges de crédit accordées au soumissionnaire ainsi que du crédit toujours disponible, et non utilisé, un mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- f) Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie portant sur toutes les activités du soumissionnaire (y compris le besoin) pour les deux premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois, dans le cadre de toutes les activités du soumissionnaire. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.
- g) Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie pour les deux premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois dans le cadre du besoin. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.
- 2) Si le soumissionnaire est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise.
- 3) Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, alors les renseignements financiers mentionnés aux paragraphes 1. a) à f) exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par la société mère elle-même. Toutefois, la fourniture des renseignements financiers de la société mère ne répond pas à elle seule à l'exigence selon laquelle le soumissionnaire doit fournir ses renseignements financiers, et la capacité financière de la société mère ne peut pas remplacer la capacité financière du soumissionnaire, à moins qu'un consentement de la société mère à signer une garantie de la société mère, rédigée par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), ne soit fourni avec les renseignements exigés.
- 4) Renseignements financiers déjà fournis à TPSGC: Le soumissionnaire n'est pas tenu de soumettre de nouveau des renseignements financiers demandés par l'autorité contractante qui sont déjà détenus en dossier à TPSGC par la Direction des services des politiques, de la vérification et de l'analyse des coûts du Secteur de la politique, du risque, de l'intégrité et de la gestion stratégique, à condition que dans le délai susmentionné :
- a) le soumissionnaire indique par écrit à l'autorité contractante les renseignements précis qui sont en dossier et le besoin à l'égard duquel ces renseignements ont été fournis;
- b) le soumissionnaire autorise l'utilisation de ces renseignements pour ce besoin.

Il incombe au soumissionnaire de confirmer auprès de l'autorité contractante que ces renseignements sont encore détenus par TPSGC.

- 5) Autres renseignements : Le Canada se réserve le droit de demander au soumissionnaire de fournir tout autre renseignement requis par le Canada pour procéder à une évaluation complète de la capacité financière du soumissionnaire.
- 6) Confidentialité : Si le soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les renseignements exigés ci-dessus et l'informe de la confidentialité des renseignements divulgués, le Canada doit traiter ces renseignements de façon confidentielle, suivant les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information, L.R., 1985, ch. A-1, alinéas 20(1)b) et c).
- 7) Sécurité : Pour déterminer si le soumissionnaire a la capacité financière requise pour répondre au besoin, le Canada pourra prendre en considération toute garantie que le soumissionnaire peut lui offrir, aux frais du soumissionnaire (par exemple, une lettre de crédit irrévocable provenant d'une institution financière enregistrée et émise au nom du Canada, une garantie d'exécution provenant d'une tierce partie, ou toute autre forme de garantie exigée par le Canada).

6.3 Exigences relatives aux marchandises contrôlées

1. Étant donné que le contrat subséquent nécessitera la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées qui sont visées par Loi sur la production de défense, L.R., 1985, ch. D-1, les soumissionnaires sont avisés que, au Canada, seules les personnes inscrites, exemptées ou exclues en vertu du Programme des marchandises contrôlées (PMC) sont légalement autorisées à examiner, à posséder ou à transférer des marchandises contrôlées. On trouvera des précisions sur la façon de s'inscrire au PMC à l'adresse Programme des marchandises contrôlées et l'inscription se fait comme suit :
 - a) Lorsque la demande de soumissions comporte des informations relatives aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, le soumissionnaire doit être inscrit ou exempté ou exclu en vertu du PMC avant de pouvoir recevoir la demande de soumissions. Les demandes visant à obtenir des dossiers de documents techniques ou des spécifications liés aux marchandises contrôlées doivent être adressées par écrit à l'autorité contractante désignée dans la demande de soumissions et doivent comprendre le numéro d'inscription au PMC ou une preuve écrite de l'exemption ou de l'exclusion du soumissionnaire et de toute autre personne à laquelle celui-ci donnera accès aux marchandises contrôlées.
 - b) Lorsque la demande de soumissions ne comporte aucune information relative aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, mais que le contrat subséquent nécessite la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées, le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant qui produiront des marchandises contrôlées ou qui y auront accès doivent être inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC avant d'examiner, de posséder ou de transférer des marchandises contrôlées.
 - c) Lorsque le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant proposé pour l'examen, la possession ou le transfert de marchandises contrôlées ne sont pas inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC au moment de l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant devront, dans les sept (7) jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, soumettre la ou les demandes d'inscription ou d'exemption requises au PMC. Aucun examen, possession ou transfert de marchandises contrôlées ne devra être effectué avant que le soumissionnaire retenu ait prouvé, à la satisfaction de l'autorité contractante, que le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC.

Si le soumissionnaire retenu ne prouve pas, à la satisfaction de l'autorité contractante, que le soumissionnaire retenu et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC dans les trente (30) jours suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, il sera en défaut d'exécution du contrat subséquent, sauf si le Canada est responsable de cette situation à cause d'un retard dans le traitement de la demande.

- 2) Les soumissionnaires sont avisés que tous les renseignements figurant sur le formulaire de demande d'inscription (ou d'exemption) seront vérifiés et que les erreurs ou les inexactitudes pourront causer d'importants retards et/ou entraîner le refus de l'inscription ou de l'exemption.